

- (2) internationale vereniging zonder winstoogmerk ;
 (3) een coöperatieve vennootschap in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 42. Artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in 1° wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt;

2° in 2° worden de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen” toegevoegd na de woorden “zonder winstgevend oogmerk”.

Art. 43. In artikel 33, eerste lid, 1°, *b)*, van hetzelfde besluit, wordt het woord “maatschappelijke” vervangen door het woord “statutaire”.

Art. 44. In artikel 34, 1°, *b)*, van hetzelfde besluit, wordt het woord “maatschappelijke” vervangen door het woord “statutaire”.

HOOFDSTUK 26. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen*

Art. 45. In artikel 4, § 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 27. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. § 1. Zolang het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, niet van toepassing is op een vennootschap, vereniging of stichting, wordt elke verwijzing naar een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of van zijn uitvoeringsbesluit die voorkomt in een reglementaire bepaling gewijzigd bij dit besluit met betrekking tot die vennootschap, vereniging of stichting, geacht vermeld te blijven als verwijzing naar de bepaling van het Wetboek van vennootschappen, zijn uitvoeringsbesluit of andere specifieke wetgeving die in die bepaling voor de inwerkingtreding van dit besluit voorkwam.

§ 2. Zolang, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, een vennootschap, vereniging of stichting naar Belgisch recht een rechtsvorm behoudt die niet erkend is door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, worden de door dit besluit gewijzigde reglementaire bepalingen die voor de inwerkingtreding van dit besluit naar die rechtsvorm verwezen, geacht daarnaar te blijven verwijzen zoals voor de inwerkingtreding van dit besluit ten aanzien van die vennootschap, vereniging of stichting.

Art. 47. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46164]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations en application de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, inséré par l'arrêté royal du 14 novembre 1996 ;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 121, alinéa 2, remplacé par les décrets du 31 janvier 2013 et du 17 juillet 2018, 130, § 1^{er}, modifié par les décrets du 31 janvier 2013 et du 20 février 2014, 266, 283, modifié par les décrets du 3 décembre 2015 et du 17 janvier 2019, 285, modifié par le décret du 3 décembre 2015, 289, modifié par le décret du 3 décembre 2015, 327, 1° remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 380, modifié par les décrets du 20 février 2014 et du 14 février 2019, 468, 631, § 1^{er}, modifié par le décret du 20 février 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant à exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 17 février 2021 ;

Vu l'avis de la Fédération des C.P.A.S., donné le 17 février 2021 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 25 janvier 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 14 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet de l'acte*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant à exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer*

Art. 2. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2024, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant à exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modifications du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 3. Dans l'article 135, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 169, 1^o, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 582 du même Code, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 6. Dans l'article 591, 1^o, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 7. Dans l'article 670 du même Code, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 8. Dans l'article 730, § 2, 2^o, du même Code, le mot « social » est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 746 du même Code, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 10. Dans l'article 822, 1^o, du même Code, le mot « social » est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 831/75, 4^o, b), du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 831/80, § 1^{er}, 1^o, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 908, alinéa 1^{er}, 4^o, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 14. Dans l'article 962, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 1017, 4^o, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, le mot « social » est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 1322 du même Code, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

Art. 17. À l'article 1515, 1^o, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019, le mot « social » est abrogé.

Art. 18. Dans l'annexe 117/3, point 3, du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, le mot « social » est abrogé.

Art. 19. Dans l'annexe 117/4, point 2, du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, le mot « social » est abrogé.

Art. 20. Dans l'annexe 117/5, 2^{ème} tiret, du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 et remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, le mot « social » est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 21. § 1^{er}. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, le Code des sociétés et des associations ne s'applique pas à une société, association ou fondation, toute référence à une disposition du Code des sociétés et des associations ou de son arrêté d'exécution qui figure dans une disposition réglementaire modifiée par le présent arrêté, pour ce qui concerne cette société, association ou fondation, est réputée continuer à la mentionner comme une référence à la disposition du Code des sociétés, de son arrêté d'exécution ou autre législation particulière qui figurait dans cette disposition avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, une société, association ou fondation régie par le droit belge conserve une forme légale que le Code des sociétés et des associations ne reconnaît pas, les dispositions

règlementaires modifiées par le présent arrêté qui mentionnaient cette forme légale avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées continuer à la mentionner comme avant l'entrée en vigueur du présent arrêté pour ce qui concerne cette société, association ou fondation.

Art. 22. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46164]

20 JULI 2023. — Besluit tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, m, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 november 1996;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 121, tweede lid, vervangen bij de decreten van 31 januari 2013 en 17 juli 2018, 130, § 1, gewijzigd bij de decreten van 31 januari 2013 en 20 februari 2014, 266, 283, gewijzigd bij de decreten van 3 december 2015 en 17 januari 2019, 285, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, 289, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, 327, 1^o vervangen bij het decreet van 19 september 2013, 380, gewijzigd bij de decreten van 20 februari 2014 en 14 februari 2019, 468, 631, § 1^{er}, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende de uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het rapport van 11 december 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2020;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 17 februari 2021;

Gelet op het advies van de Federatie van de O.C.M.W.'s, gegeven op 17 februari 2021;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 25 januari 2021;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 14 april 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Onderwerp van de akte*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging in het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende de uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen;*

Art. 2. Artikel 8, § 1, vierde lid, dat in werking treedt op 1 januari 2024, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende de uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 3. In artikel 135, lid 1, 1^o, van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord "maatschappelijk" geschrapt.

Art. 4. In artikel 169, 1°, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het Besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

Art. 5. In artikel 582 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 6. In artikel 591, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de Europese politieke partijen en stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 7. In artikel 670 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 8. In artikel 730, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 9. In artikel 746 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 10. In artikel 822, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “maatschappelijk” opgeheven.

Art. 11. In artikel 831/75, 4°, b), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

Art. 12. In artikel 831/80, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

Art. 13. In artikel 908, eerste lid, 4°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 14. In artikel 962, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord “maatschappelijk” geschrapt.

Art. 15. In artikel 1017, 4°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het Besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt het woord “maatschappelijk” geschrapt.

Art. 16. In artikel 1322 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 17. In artikel 1515, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het Besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

Art. 18. In punt 3 van bijlage 117/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019, wordt het woord “maatschappelijk” geschrapt.

Art. 19. In punt 2 van bijlage 117/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019, wordt het woord “maatschappelijk” geschrapt.

Art. 20. In bijlage 117/5, 2de streepje, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019, wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. § 1. Zolang het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, niet van toepassing is op een vennootschap, vereniging of stichting, wordt elke verwijzing naar een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of van zijn uitvoeringsbesluit die voorkomt in een wetsbepaling gewijzigd bij dit besluit met betrekking tot die vennootschap, vereniging of stichting, geacht vermeld te blijven als verwijzing naar de bepaling van het Wetboek van vennootschappen, zijn uitvoeringsbesluit of andere specifieke wetgeving die in die bepaling voor de inwerkingtreding van dit besluit voorkwam.

§ 2. Zolang, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, een vennootschap, vereniging of stichting naar Belgisch recht een rechtsvorm behoudt die niet erkend is door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, worden de door dit besluit gewijzigde reglementaire bepalingen die voor de inwerkingtreding van dit besluit naar die rechtsvorm verwezen, geacht daarnaar te blijven verwijzen zoals voor de inwerkingtreding van dit besluit ten aanzien van die vennootschap, vereniging of stichting.

Art. 22. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE